

Sommaire

ÉTUDES

- Cindy Berlot, *La responsabilité politique individuelle des ministres sous les III^e et IV^e Républiques*, 3
 Benjamin Blaquière, *Le seuil de représentativité dans les scrutins proportionnels : un instrument démocratique paradoxal*, 25
 Jean-François Calmette, *La lecture parlementariste des finances publiques par Guy Carcassonne*, 45
 Arnaud Coutant, *Les 200 ans du compromis du Missouri. Retour sur un débat fédéral*, 63
 Mouna Kraïem Dridi, *La dimension religieuse dans la Constitution tunisienne du 27 janvier 2014*, 79
 Christophe Geslot, *L'office du Conseil d'État en matière de révision constitutionnelle*, 99
 Claire Parjouet, *La Constitution de transition, un instrument de construction de la démocratie*, 123
 Nora Stirn, *Le nouvel élan participatif de la Convention citoyenne pour le climat et ses répercussions sur la procédure de révision de la Constitution*, 147

CHRONIQUES

Jurisprudence du Conseil constitutionnel

Commentaires des décisions

Décision n° 2020-858/859 QPC du 2 octobre 2020, M. Geoffrey F. et autre (*Conditions d'incarcération des détenus*), 175 ; Décision n° 2020-846/847/848 QPC du 26 juin 2020, M. Oussama G. et autres (*Violations répétées du confinement*), 191 ; Décision n° 2020-845 QPC du 19 juin 2020, M. Tbéo S. (*Recel d'apologie du terrorisme*), 193 ; Décision n° 2020-873 QPC du 15 janvier 2021, M. Mickaël M. (*Absence d'obligation légale d'aviser le tuteur ou le curateur d'un majeur protégé d'une perquisition menée à son domicile dans le cadre d'une enquête préliminaire*), 195 ; Décision n° 2020-878/879 QPC du 29 janvier 2021, M. Ion Andronie R. et autre (*Prolongation de plein droit des détentions provisoires dans un contexte d'urgence sanitaire*), 197 ; Décision n° 2020-874/875/876/877 QPC du 21 janvier 2021, M. Christophe G. (*Droit au maintien des liens familiaux durant la détention provisoire*), 199 ; Décision n° 2020-836 QPC du 30 avril 2020, M. Maxime O. (*Utilisation de la visioconférence sans accord du détenu dans le cadre d'audiences relatives au contentieux de la détention provisoire II*), 200 ; Décision n° 2020-886 QPC du 4 mars 2021, M. Oussama C. (*Information du prévenu du droit qu'il a de se taire devant le juge des libertés et de la détention en cas de comparution immédiate*), 201 ; Décision n° 2021-893 QPC du 26 mars 2021, M. Brahim N. (*Présidence du tribunal pour enfants par un juge des enfants ayant instruit l'affaire*), 203 ; Décision n° 2020-872 QPC du 15 janvier 2021, M. Krzysztof B. (*Utilisation de la visioconférence sans accord des parties devant les juridictions pénales dans un contexte d'urgence sanitaire*), 204 ; Décision n° 2020-884 QPC du 12 février 2021, M. Jacques G. (*Absence d'obligation légale d'aviser le tuteur ou le curateur d'une personne protégée en cas d'audience devant le juge de l'application des peines*), 206 ; Décision n° 2020-858/859 QPC du 2 octobre 2020, M. Geoffrey F. et autre (*Conditions d'incarcération des détenus*), 207 ; Décision n° 2020-838/839 QPC du 7 mai 2020, M. Jean-Guy C. et autre (*Cumul de poursuites et de sanctions en cas de gestion de fait*), 209 ; Décision n° 2021-892 QPC du 26 mars 2021, Société Akka technologies et autres (*Sanction de l'obstruction aux enquêtes de l'autorité de la concurrence*), 211

Droit constitutionnel étranger

- Soyeon Shim, *Défiance dans l'élection législative sud-coréenne de 2020 : le code QR, un dispositif facilitant la manipulation d'une élection à l'ère numérique ?*, 213
 Franck Laffaille, *Chronique de droit politique italien 2021*, 229
 Rafaâ Ben Achour, *La Cour constitutionnelle tunisienne : promesses et blocages*, 235

Actualité bibliographique, 249

Supplément électronique disponible sur www.cairn.info

- Alexis Blouët, *Le Conseil constitutionnel dans le système politique libanais : éclairage sur une institution « discrète »*, e-1
 Déborah Thebault, *La constitutionnalité du référendum d'indépendance en Écosse*, e-21